



CONSTRUCTION DE DÉFENSE CANADA

2023-2024
RAPPORT FINANCIER DU
TROISIÈME TRIMESTRE
DE L'EXERCICE

CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023

Rapport de gestion et états financiers
intermédiaires résumés non audités

CONSTRUCTION
DE DÉFENSE
CANADA



DEFENSE
CONSTRUCTION
CANADA





TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion	1
1.0 Importance relative	1
2.0 Profil de la Société	1
3.0 Indicateurs de rendement opérationnel	2
4.0 Gestion des risques	4
5.0 Résultats financiers	4
6.0 Perspectives de CDC	15
États financiers intermédiaires résumés non audités	16

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente les résultats financiers et les changements opérationnels pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2023 de Construction de Défense Canada (la Société ou CDC). Il doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités du trimestre clos le 31 décembre 2023.

La Société a préparé le présent rapport trimestriel conformément aux dispositions de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Selon cette loi, toutes les sociétés d'État fédérales doivent préparer et publier un rapport dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre financier. Présentés en dollars canadiens, ces états financiers ont été établis conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Nous recommandons également de lire ces renseignements à la lumière des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2023 et du rapport de gestion s'y rapportant (le *Rapport annuel 2022-2023*). La direction de CDC est responsable de l'information présentée dans les états financiers intermédiaires résumés non audités ainsi que dans son rapport de gestion.

Dans l'analyse qui suit, toute mention du troisième trimestre désigne le trimestre clos le 31 décembre 2023. Toute mention du troisième trimestre de l'exercice précédent désigne le trimestre clos le 31 décembre 2022. Toute mention du cumul depuis le début de l'exercice désigne la période de neuf mois close le 31 décembre 2023. Toute mention du cumul annuel de l'exercice précédent désigne la période de neuf mois close le 31 décembre 2022. Toute mention de la clôture de l'exercice précédent désigne le 31 mars 2023.

1.0 IMPORTANCE RELATIVE

Au moment de déterminer les renseignements à fournir dans le rapport de gestion, la direction applique le principe de l'importance relative. Selon ce principe, la direction considère des renseignements comme importants lorsqu'elle juge que leur omission ou leur inexactitude serait susceptible d'influer sur les décisions que prennent les utilisateurs en se fondant sur les informations financières.

2.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

CDC est une société d'État dont l'objectif est de mener à bien l'approvisionnement et la réalisation de projets d'infrastructure et d'environnement de défense. Son mandat premier est de répondre aux besoins en matière d'infrastructure, de biens immobiliers et d'environnement du ministère de la Défense nationale (MDN) et des Forces armées canadiennes (FAC) en offrant des services de consultation, de collaboration, de planification, de prestation et de gestion dans le cadre de marchés de défense.

Depuis sa fondation, CDC fournit un soutien au gouvernement du Canada, y compris à ses ministères et organismes, tant au pays qu'à l'étranger. CDC compte actuellement deux grands clients-partenaires, en l'occurrence le groupe Infrastructure et environnement (IE) du MDN et le Centre de la sécurité des télécommunications. Services partagés Canada (SPC) fait également appel aux services de CDC relativement à son centre de données d'entreprises de la base des Forces canadiennes à Borden.



Nous sommes fiers de travailler avec le MDN depuis 1951. Cette collaboration nous a permis d'acquérir l'expertise spécialisée et la vaste base de connaissances voulues pour gérer des projets au pays et à l'étranger, tant des projets de type classique que des projets novateurs, allant de simples travaux d'entretien à des projets de construction complexes. De la planification des besoins de projets au déclassement d'installations, le travail de CDC recouvre un large éventail d'activités. Les ressources de la Société en matière de prestation de services se divisent en cinq secteurs de services.

SERVICES DES MARCHÉS

L'équipe des Services des marchés s'occupe de la planification et des marchés pour les biens et pour les services professionnels, environnementaux, immobiliers, de construction et d'entretien.

SERVICES DE GESTION DES MARCHÉS

Le secteur des Services de gestion des marchés participe à l'édification, à la rénovation et à l'entretien d'installations dans le cadre du programme IE du MDN.

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

Le secteur des Services environnementaux aide le MDN à atteindre ses objectifs en matière d'environnement, à se conformer aux exigences de la réglementation en place et à gérer les contrôles diligents et les risques.

SERVICES DE GESTION DES PROJETS ET DES PROGRAMMES

Le secteur des Services de gestion des projets et des programmes conseille sur des questions comme les besoins en infrastructure, la planification des programmes, et le contrôle des calendriers et de la documentation.

SERVICES DE GESTION DES BIENS IMMOBILIERS

L'équipe des Services de gestion des biens immobiliers assure l'entretien efficace de l'infrastructure du MDN en fournissant un soutien tactique et stratégique pendant la totalité du cycle de vie des biens immobiliers.

3.0 INDICATEURS DU RENDEMENT OPÉRATIONNEL

3.1 COÛTS DE LA PRESTATION DES SERVICES DE CDC

Cet indicateur rend compte du coût de la prestation des services axés sur les programmes de CDC, y compris la gestion des marchés, la gestion des projets et des programmes, et les services des marchés, par rapport au montant budgété pour le programme d'infrastructure et d'environnement offert par CDC. La Société s'attend à ce que ces coûts se situent dans une fourchette de 9 % à 15 % des dépenses de programme réelles des clients-partenaires. Pour ce qui est du cumul annuel jusqu'à ce jour, le coût de la prestation de services axés sur les programmes était de 12 %, soit le même que pour la période correspondante de 2022-2023.



3.2 TAUX D'UTILISATION DE L'EFFECTIF

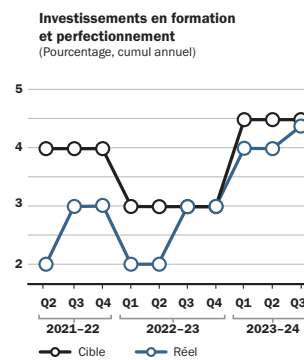
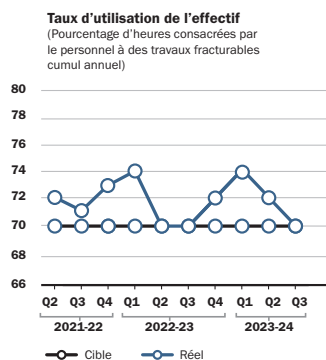
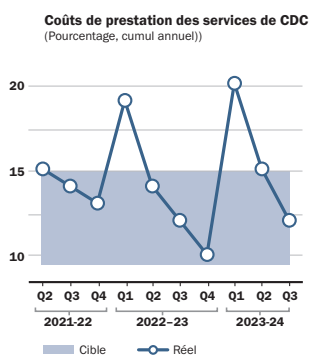
Le taux d'utilisation de l'effectif renvoie au pourcentage d'heures consacrées par le personnel à des fonctions liées à la prestation de services facturables aux clients-partenaires, par opposition aux heures consacrées à des initiatives stratégiques d'entreprise et à des fonctions administratives considérées comme du soutien auxiliaire, ou des congés payés. Il s'agit là d'un important indicateur d'efficacité et de productivité, et d'un précieux outil de gestion financière.

La Société se fixe un objectif de recouvrement de 70 % des heures de travail des employés auprès des clients-partenaires. Pour l'exercice à ce jour, le taux d'utilisation était de 70 %, soit le même que pour la période correspondante de 2022-2023.

3.3 INVESTISSEMENTS EN FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

La capacité de CDC à bien servir le MDN dépend pour beaucoup des compétences de son personnel, ce qui fait du maintien en poste d'une main-d'œuvre qualifiée et professionnelle un objectif primordial. L'indicateur de rendement de CDC en matière de formation et de perfectionnement est établi à partir du budget annuel de perfectionnement professionnel, lequel représente la somme des charges directes et des charges liées aux heures que consacre le personnel à des activités de formation et de perfectionnement, exprimée en pourcentage de la masse salariale de base. En 2023-2024, CDC a augmenté son objectif annuel de dépenses en formation et perfectionnement de 3 % à 4,5 % de la masse salariale de base pour être plus en phase avec les tendances de l'industrie en formation et perfectionnement ainsi qu'avec les pratiques exemplaires pour les organisations de taille semblable. Cette augmentation a permis à CDC de financer de nouvelles initiatives nationales de formation et de perfectionnement et de mieux soutenir les activités de formation et de perfectionnement en personne et les déplacements connexes à la suite de la levée des mesures liées à la COVID-19.

En cumul depuis le début de l'exercice, le pourcentage réel a été de 4,4 %, soit une hausse d'un point de pourcentage par rapport à la période correspondante de 2022-2023. Le montant de l'investissement en formation dépend de l'effort requis pour élaborer et maintenir des cours à l'interne, ainsi que du calendrier des activités de perfectionnement professionnel dans diverses régions. L'augmentation par rapport au cumul annuel de l'exercice précédent s'explique par le fait que des forums de leadership et régionaux en personne ont eu lieu en 2023-2024.



4.0 GESTION DES RISQUES

Il n'y a pas eu de variation notable sur le plan des risques encourus par la Société, tels que la direction les a définis sous la rubrique 5.0, Gestion des risques, du rapport de gestion du *Rapport annuel 2022-2023* de CDC.

5.0 RÉSULTATS FINANCIERS

5.1 PRODUITS

PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

Les produits tirés des services facturés pour toutes les activités combinées se chiffrent à 43 millions de dollars pour le troisième trimestre, en hausse de 5 millions de dollars, soit environ 12 %, par rapport au trimestre correspondant de 2022-2023. Pour l'exercice à ce jour, les produits des services facturés s'élèvent à 132 millions de dollars, en hausse de 16 millions de dollars, soit environ 14 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation tient à une hausse de la demande de services des clients-partenaires combinée à une augmentation du taux de facturation prévue pour l'année.

En général, les produits tirés des services facturés sont directement corrélés aux dépenses du MDN dans des projets d'infrastructure et d'environnement. Les produits tirés des services facturés augmentent en fonction de la hausse du nombre de projets du MDN et de leur valeur en dollars, et diminuent dans le cas contraire. La nature cyclique du financement du MDN se répercute directement sur la demande à l'égard des services offerts par la Société et, par ricochet, sur les produits tirés des services facturés.



Produits, par activité (en milliers de dollars)	Trimestre clos le 31 décembre		Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre		Variation	
	2023	2022	\$	%	2023	2022	\$	%
Gestion des marchés	17 595 \$	15 682 \$	1 913	12 %	54 813 \$	48 373 \$	6 440	13 %
Gestion des projets et des programmes	10 931	9 745	1 186	12 %	32 984	28 657	4 327	15 %
Soutien technique en matière de biens immobiliers	4 624	4 304	320	7 %	14 443	13 097	1 346	10 %
Passation de marchés	3 338	3 013	325	11 %	10 255	9 288	967	10 %
Soutien technique en matière de construction	3 436	2 916	520	18 %	9 719	7 964	1 755	22 %
Soutien technique en matière d'environnement	3 089	2 782	307	11 %	9 737	8 552	1 185	14 %
Total des produits tirés des services facturés	43 013 \$	38 442 \$	4 571	12 %	131 951 \$	115 931 \$	16 020	14 %

Gestion des marchés

Les produits tirés de la gestion des marchés ont progressé de 12 % au troisième trimestre et de 13 % depuis le début de l'exercice par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette progression tient à l'accroissement de la demande des clients-partenaires (qui représente respectivement 8,5 et 9,5 points de pourcentage des hausses) et à la majoration des taux de facturation (qui représente 3,5 points de pourcentage de chaque augmentation).

Gestion des projets et des programmes

Les produits découlant de la gestion des projets et des programmes ont crû de 12 % au troisième trimestre et de 15 % depuis le début de l'exercice par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable à la hausse de la demande des clients-partenaires (qui représente respectivement 8,5 et 11,5 points de pourcentage des hausses) et de la majoration des taux de facturation (qui représente 3,5 points de pourcentage de chaque augmentation).

Soutien technique en matière de biens immobiliers

Les produits tirés du soutien technique en matière de biens immobiliers ont progressé de 7 % au troisième trimestre et de 10 % depuis le début de l'exercice par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse découle de l'accroissement de la demande de services liés à la gestion des installations et du portefeuille (qui représente respectivement 3,5 points et 6,5 points de pourcentage des hausses) et de la majoration des taux de facturation (qui représente 3,5 points de pourcentage de chaque augmentation).



Passation de marchés

Les produits tirés de la passation de marchés ont augmenté de 11 % au troisième trimestre et de 10 % depuis le début de l'exercice par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette progression est due à l'accroissement de la demande des clients-partenaires (qui représente respectivement 7,5 et 6,5 points de pourcentage des hausses) et à la majoration des taux de facturation (qui représente 3,5 points de pourcentage de chaque augmentation).

Soutien technique en matière de construction

Les produits tirés du soutien technique en matière de construction ont augmenté de 18 % au troisième trimestre et de 22 % depuis le début de l'exercice par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette augmentation vient de la hausse de la demande des clients-partenaires (qui représente respectivement 14,5 et 18,5 points de pourcentage des hausses) et de la majoration des taux de facturation (qui représente 3,5 points de pourcentage de chaque augmentation).

Soutien technique en matière d'environnement

Les produits tirés du soutien technique en matière d'environnement ont crû de 11 % au troisième trimestre et de 14 % depuis le début de l'exercice par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse est le fait de l'accroissement de la demande (qui représente respectivement 7,5 et 10,5 points de pourcentage des hausses) et de la majoration des taux de facturation (qui représente 3,5 points de pourcentage de chaque augmentation).

PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers que la Société dégage de ses placements et du solde moyen de son compte bancaire ont augmenté de 189 000 \$, ou environ 36 %, au troisième trimestre, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, les produits financiers ont augmenté de 784 000 \$, ou 68 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les augmentations pour les deux périodes sont dues au taux de rendement plus élevé découlant de la hausse des taux d'intérêt et à l'investissement d'une quantité supérieure de liquidités non essentielles, dans l'immédiat, aux besoins opérationnels, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent (le solde de l'investissement au 31 décembre 2023 dépassait de 92 % celui du 31 décembre 2022, tandis que le solde des liquidités affichait une baisse de 26 % pour la même période).

	Trimestre clos le		Variation		Période de neuf mois		Variation	
	31 décembre				close le 31 décembre			
(en milliers de dollars)	2023	2022	\$	%	2023	2022	\$	%
Produits financiers	713 \$	524 \$	189	36 %	1 931 \$	1 147 \$	784	68 %



5.2 CHARGES

SALAIRES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Les salaires ont totalisé 31 millions de dollars au troisième trimestre, en hausse de 3 millions de dollars, ou environ 10 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice, les salaires totalisent 92 millions de dollars, en hausse de 8 millions de dollars, ou environ 9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces augmentations sont principalement attribuables à une hausse d'environ 8 % de l'effectif, ou 93 équivalents temps plein, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison du renforcement de la demande des clients-partenaires. Le reste de l'augmentation tient à la hausse prévue de la masse salariale annuelle, liée aux facteurs économiques et à la rémunération au rendement.

Au troisième trimestre, les avantages du personnel ont totalisé 7 millions de dollars, une augmentation de 153 000 \$, ou environ 2 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice, les avantages du personnel totalisent 24 millions de dollars, en hausse de 3 millions de dollars, ou environ 13 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression s'explique par la croissance de l'effectif de la Société et une hausse du coût des avantages sociaux futurs.

	Trimestre clos le 31 décembre		Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre		Variation	
	2023	2022	\$	%	2023	2022	\$	%
(en milliers de dollars)								
Salaires	31 140 \$	28 403 \$	2 737	10 %	91 986 \$	84 469 \$	7 517	9 %
Avantages du personnel	7 364	7 211	153	2 %	24 242	21 445	2 797	13 %
Total des salaires et avantages du personnel	38 504 \$	35 614 \$	2 890	8 %	116 228 \$	105 914 \$	10 314	10 %
Avantages du personnel en pourcentage de la masse salariale	24 %	25 %			26 %	25 %		



CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration ont totalisé 3 millions de dollars au troisième trimestre, soit une hausse d'environ 1 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. En cumul depuis le début de l'exercice, les charges opérationnelles et frais d'administration s'élèvent à 10 millions de dollars, en hausse de 17 % environ par rapport à l'exercice précédent. Divers facteurs expliquent ces charges.

	Trimestre clos le 31 décembre		Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre		Variation		Analyse de la variation
	2023	2022	\$	%	2023	2022	\$	%	
(en milliers de dollars)									
Formation et perfectionnement des employés	525 \$	330 \$	195	59 %	1 199 \$	620 \$	579	93 %	Ces augmentations sont attribuables à une initiative de formation en leadership et au retour des forums régionaux en personne.
Services infonuagiques	478	511	(33)	-6 %	1 600	1 411	189	13 %	La baisse du troisième trimestre est attribuable à une réduction du nombre de licences d'utilisation pour les logiciels de gestion des contrats mobiles par rapport à l'année précédente. L'augmentation pour l'exercice à ce jour est due à la hausse des coûts engagés pour une plateforme d'apprentissage en ligne, le remplacement de l'intranet et les coûts d'abonnement plus élevés pour le logiciel de planification des ressources.
Entretien de logiciels	456	418	38	9 %	1 375	1 242	133	11 %	Les augmentations sont attribuables à l'inflation des coûts par utilisateur et à l'ajout d'employés, nécessaire pour répondre à la demande de services accrue de la part des clients-partenaires.
Exploitation d'installations louées	291	260	31	12 %	805	688	117	17 %	Les hausses sont attribuables à l'ouverture du nouveau Bureau régional du Pacifique. Pour l'exercice à ce jour, cette augmentation est aussi liée à un recouvrement ponctuel des coûts de fonctionnement au cours de l'exercice précédent.
Services professionnels	284	199	85	43 %	1 108	906	202	22 %	Ces augmentations sont imputables aux dépenses engagées pour les services de consultation technique à l'appui du remplacement du système de planification des ressources, ainsi qu'aux initiatives lancées dans le secteur des ressources humaines, comme les services de soutien à l'équité salariale et l'élaboration de documents de formation.
Déplacements	263	193	70	36 %	633	416	217	52 %	La hausse est attribuable à une augmentation du nombre de réunions qui ont eu lieu en personne au cours de l'exercice.
Location de matériel	261	139	122	88 %	733	688	45	7 %	Ces augmentations sont dues à la location d'équipement informatique pour les nouveaux employés.



CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION (SUITE)

	Trimestre clos le		Variation		Période de neuf mois		Variation		Analyse de la variation
	31 décembre				close le 31 décembre				
(en milliers de dollars)	2023	2022	\$	%	2023	2022	\$	%	
Services, fournitures et matériel de bureau	206	185	21	11 %	514	490	24	5 %	Les augmentations sont attribuables à la hausse des coûts de l'assurance, compensée légèrement par le report des coûts du 70 ^e anniversaire en 2021 à l'exercice précédent.
Téléphonie et communications de données	176	166	10	6 %	511	565	(54)	-10 %	La variation au troisième trimestre est négligeable. La baisse pour l'exercice à ce jour est attribuable à l'achat de licences de chiffrement pour des communications sécurisées à l'exercice précédent.
Services et communications clients	133	92	41	45 %	350	320	30	9 %	Cette augmentation découle de la hausse de la demande de services de vidéographie, de photographie, d'édition, de relations publiques et de gestion d'actifs numériques, ainsi que de services linguistiques.
Accueil	96	56	40	71 %	200	101	99	98 %	Les augmentations sont attribuables à des initiatives de formation supplémentaires et à des réunions en personne.
Mobilier et équipement	80	115	(35)	-30 %	331	140	191	136 %	La baisse au troisième trimestre est liée à l'achat de postes de travail à l'exercice précédent. La hausse pour l'exercice à ce jour est attribuable à l'achat de mobilier et d'équipement pour le nouveau Bureau régional du Pacifique.
Recrutement	59	96	(37)	-39 %	276	161	115	71 %	La baisse au troisième trimestre est due à un paiement unique versé à l'exercice précédent pour le placement d'un employé. La hausse pour l'exercice à ce jour est attribuable à une plus forte demande en services de recrutement en externe en raison de la concurrence sur le marché du travail.
Réinstallation de personnel	57	60	(3)	-5 %	166	174	(8)	-5 %	Les variations sont négligeables.
Matériel informatique	51	556	(505)	-91 %	138	581	(443)	-76 %	Ces baisses sont dues à des achats ponctuels réalisés au troisième trimestre de l'exercice précédent d'accessoires informatiques auparavant loués.
Abonnements et adhésions	27	22	5	23 %	85	68	17	25 %	Ces augmentations sont attribuables à la hausse des coûts d'abonnement mensuels et à l'augmentation du nombre d'abonnements.
Poste et transport de marchandises	10	8	2	25 %	27	21	6	29 %	Les variations sont négligeables.
Logiciels	7	3	4	133 %	110	74	36	49 %	La variation au troisième trimestre est négligeable. L'augmentation pour le cumul depuis le début de l'exercice découle de l'achat d'autres licences logicielles.



CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION (SUITE)

	Trimestre clos le 31 décembre		Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre		Variation		Analyse de la variation
	2023	2022	\$	%	2023	2022	\$	%	
(en milliers de dollars)									
Autres	7	9	(2)	-22 %	30	17	13	76 %	La variation au troisième trimestre est négligeable. Ces augmentations pour le cumul depuis le début de l'exercice sont liées à des dépenses ponctuelles et à une nouvelle initiative visant à soutenir les emplois de la prochaine génération dans l'industrie.
Améliorations locatives	1	1	—	0 %	1	12	(11)	-92 %	La variation au troisième trimestre est négligeable. La baisse pour le cumul depuis le début de l'exercice est attribuable aux rénovations entreprises dans un bureau régional à l'exercice précédent.
Total des charges opérationnelles et frais d'administration	3 468 \$	3 419 \$	49	1 %	10 192 \$	8 695 \$	1 497	17 %	

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

La dotation aux amortissements a augmenté de 5 %, ou 20 000 \$, au troisième trimestre, et diminué de 2 %, ou 27 000 \$, pour l'exercice à ce jour comparativement à l'exercice précédent. L'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation a diminué de 3 %, ou 11 000 \$, au troisième trimestre, et de 6 %, ou 61 000 \$, pour l'exercice à ce jour, comparativement à l'exercice précédent, en raison principalement des modifications apportées au bail du siège social, baisse en partie compensée par le contrat de location du nouveau Bureau régional du Pacifique. L'amortissement des immobilisations corporelles a augmenté de 28 %, ou 30 000 \$, au troisième trimestre, et de 11 %, ou 35 000 \$, pour l'exercice à ce jour, comparativement à l'exercice précédent, surtout en raison des améliorations locatives apportées au nouveau bureau régional du Pacifique. L'amortissement des immobilisations incorporelles a augmenté de 17 %, ou 1 000 \$, au troisième trimestre et diminué de 6 %, ou 1 000 \$, pour l'exercice à ce jour, en comparaison avec l'exercice précédent.

	Trimestre clos le 31 décembre		Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre		Variation	
	2023	2022	\$	%	2023	2022	\$	%
(en milliers de dollars)								
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	320 \$	331 \$	(11)	-3 %	931 \$	992 \$	(61)	-6 %
Amortissement des immobilisations corporelles	136	106	30	28 %	354	319	35	11 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	7	6	1	17 %	16	17	(1)	-6 %
Total de la dotation aux amortissements	463 \$	443 \$	20	5 %	1 301 \$	1 328 \$	(27)	-2 %



5.3 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL

Le résultat net et le résultat global du trimestre courant sont de 1 million de dollars, comparativement à une perte nette de 558 000 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. En cumul depuis le début de l'exercice, la Société a réalisé un résultat net de 6 millions de dollars, par rapport à un résultat net de 1 million de dollars à l'exercice précédent. La hausse du résultat net pour les deux périodes est due à une augmentation de la demande à l'égard des services de CDC, ainsi qu'à la majoration prévue des taux de facturation. Ceux-ci ont été partiellement contrebalancés par la hausse des coûts de fonctionnement, ainsi que par la croissance des salaires attribuable à l'augmentation des ETP et à l'augmentation annuelle des salaires.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 31 décembre		Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre		Variation	
	2023	2022	\$	%	2023	2022	\$	%
Résultat net et résultat global	1 226 \$	(558) \$	1 784	*	5 980 \$	992 \$	4 988	503 %

*La variation est négligeable.

5.4 TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

La politique de gestion financière et de gestion de la trésorerie de CDC est présentée dans le *Rapport annuel 2022-2023*.

TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET PLACEMENTS

La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements totalisaient 68 millions de dollars au 31 décembre 2023, une hausse de 12 millions de dollars, ou 21 %, par rapport au 31 mars 2023.

Au 31 décembre 2023, le solde de trésorerie et d'équivalents de trésorerie s'élevait à 28 millions de dollars, en hausse de 11 millions de dollars, ou 69 %, par rapport au 31 mars 2023. Pour la période de neuf mois suivant le 31 mars 2023, la Société a généré 14 millions de dollars de trésorerie provenant des activités opérationnelles, consacré 1 million de dollars aux dépenses d'investissement et 294 000 \$ à l'acquisition de placements, et dépensé 1 million de dollars pour s'acquitter de ses obligations locatives.

Au 31 décembre 2023, le solde de trésorerie global de CDC se situait dans la fourchette ciblée de 26 à 34 millions de dollars pour ses réserves de fonctionnement pour 2023-2024.

Au 31 décembre 2023, les placements (courants et non courants) totalisaient 40 millions de dollars, une hausse de 404 000 \$, ou 1 %, par rapport à la clôture de l'exercice 2022-2023. Cette augmentation s'explique par l'acquisition d'un certificat de placement garanti et d'une obligation provinciale, contrebalancée par le rachat de placements arrivés à échéance.

Les placements sont composés d'actifs financiers non dérivés assortis de paiements fixes ou calculables et d'une échéance fixe. La Société investit actuellement dans des obligations cotées, des certificats de placement garanti et des fonds communs de placement qui sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les placements détenus sont cohérents avec la politique de placement approuvée par le conseil d'administration. La Société entend détenir ces placements jusqu'à leur échéance.



CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients représentent les montants à recevoir de clients-partenaires de la Société, notamment le MDN. Au 31 décembre 2023, les créances clients totalisaient 31 millions de dollars, en baisse de 1 million de dollars, ou 4 %, par rapport au 31 mars 2023. Cette baisse est surtout attribuable à la diminution des produits issus des clients-partenaires en décembre 2023 (12 millions de dollars) par rapport à mars 2023 (17 millions de dollars), contrebalancée en partie par l'augmentation du délai de recouvrement de ces comptes débiteurs. Toutes les créances clients sont considérées comme entièrement recouvrables.

PASSIFS COURANTS

Les passifs courants totalisaient 28 millions de dollars au 31 décembre 2023, une hausse de 6 millions de dollars, ou 28 %, par rapport au 31 mars 2023. L'augmentation des passifs courants est principalement due à l'accroissement des produits comptabilisés d'avance et au calendrier des paiements des fournisseurs.

Trésorerie et ressources en capital (en milliers de dollars)	Au		Variation	
	31 décembre 2023	31 mars 2023	\$	%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 917 \$	16 563 \$	11 354	69 %
Placements	39 777	39 373	404	1 %
Trésorerie, équivalents de trésorerie et placements	67 694 \$	55 936 \$	11 758	21 %
Créances clients	30 532 \$	31 961 \$	(1 429)	-4 %
Passifs courants	28 253 \$	22 109 \$	6 144	28 %

5.5 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société inscrit une obligation liée au coût estimatif des congés de maladie qui restent dans un régime de congés de maladie réduit (remplacé par un régime de prestations d'invalidité de courte durée), ainsi que des prestations de retraite pour ses employés actifs, et des prestations de soins de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie pour ses retraités. Ce passif est estimé par calcul actuariel. Au 31 décembre 2023, la charge à payer au titre des avantages du personnel s'élevait à 36 millions de dollars, en hausse de 3 millions de dollars, ou environ 7 %, par rapport au 31 mars 2023.

Dans l'ensemble, le passif a augmenté parce que le coût des services rendus au cours de la période (2 millions de dollars) et l'intérêt sur la valeur actualisée de l'obligation (1 million de dollars) étaient supérieurs aux primes au titre des avantages du personnel (491 000 \$).

(en milliers de dollars)	Au		Variation	
	31 décembre 2023	31 mars 2023	\$	%
Partie courante	2 478 \$	2 403 \$	75	3 %
Partie non courante	33 949	31 519	2 430	8 %
Total des avantages du personnel	36 427 \$	33 922 \$	2 505	7 %



5.6 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement de la Société totalisent 390 000 \$ pour le troisième trimestre, en hausse de 289 000 \$, ou 284 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation est principalement attribuable à l'acquisition de nouveaux logiciels et aux modifications apportées au contrat de location du Bureau régional de l'Ouest et au contrat de location d'entrepôts de données de CDC. En cumul annuel, les dépenses d'investissement totalisent 2 millions de dollars, en raison principalement du début du contrat de location du nouveau Bureau régional du Pacifique, des améliorations locatives apportées à ce nouveau bureau et de la modification des baux existants.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 31 décembre		Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre		Variation	
	2023	2022	\$	%	2023	2022	\$	%
Mobilier et équipement	29 \$	12 \$	17	132 %	36 \$	72 \$	(37)	-50 %
Améliorations locatives	(55)	82	(137)	-167 %	882	82	800	976 %
Immobilisations incorporelles	145	—	145	0 %	145	12	133	1 108 %
Actifs au titre du droit d'utilisation	271	7	264	3 771 %	1 436	7	1 429	20 414 %
Total des dépenses d'investissement	390 \$	101 \$	289	284 %	2 499 \$	173 \$	2 326	1 340 %

5.7 COMPARAISON DES RÉALISATIONS AUX PROJECTIONS

Le tableau ci-après compare les résultats réels de la Société en cumul depuis le début de l'exercice aux projections figurant dans le Plan d'entreprise (le Plan). Les résultats réels de la Société en comparaison aux projections du Plan sont en général meilleurs que prévu.

Les produits tirés des services facturés sont de 1 % inférieurs au Plan. Cette baisse s'explique par une demande plus faible que prévu pour ces services de la part des clients-partenaires. Les revenus tirés des services facturés devraient atteindre ou dépasser le Plan d'entreprise d'ici la fin de l'exercice.

Les frais de déplacement et décaissements recouverts ont été de 174 % supérieurs à ceux du Plan, en raison du retour des déplacements au niveau pré-COVID-19.

Les produits financiers ont été de 36 % supérieurs aux projections du Plan, en raison de l'augmentation du solde de placement et de taux d'intérêt plus élevés.

Les salaires et avantages du personnel ont été de 1 % plus élevés que les prévisions du Plan, en raison de la hausse du coût des avantages du personnel et d'une augmentation plus importante que prévu des salaires attribuable à la concurrence sur le marché du travail.



Les charges opérationnelles et frais d'administration ont été de 18 % inférieurs aux projections. Cette baisse tient principalement au calendrier des services professionnels et des services infonuagique ainsi qu'aux niveaux plus bas que prévu de formation et de perfectionnement des employés.

L'amortissement a été de 14 % inférieur aux projections du Plan, en raison du prolongement des échéances de construction du Bureau régional du Pacifique et des modifications apportées au bail du siège social. Ces modifications ont permis de réduire les coûts sur la durée du bail renouvelé pour CDC, en réduisant le montant de l'amortissement.

Le résultat net a été de 1 million de dollars supérieur aux projections du Plan, principalement en raison des charges opérationnelles et frais d'administration moins élevés que prévu. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par des salaires et avantages du personnel plus élevés que prévu.

Les dépenses d'investissement ont été de 1 % inférieures aux projections, en raison des coûts d'améliorations locatives plus faibles que prévu pour le nouveau Bureau régional du Pacifique.

(en milliers de dollars)	Période de neuf mois close le 31 décembre 2023		Variation	
	Réel	Plan d'entreprise	\$	%
Produits				
Produits tirés des services facturés	131 951 \$	132 849 \$	(898)	-1 %
Frais de déplacement et décaissements recouverts	3 014	1 098	1 916	174 %
Produits financiers	1 931	1 419	512	36 %
Produits totaux	136 896	135 366	1 530	1 %
Charges				
Salaires et avantages du personnel	116 228	115 147	1 081	1 %
Charges opérationnelles et frais d'administration	10 192	12 386	(2 194)	-18 %
Frais de déplacement et décaissements	3 014	1 098	1 916	174 %
Dotation aux amortissements	1 301	1 505	(204)	-14 %
Charges financières	181	164	17	10 %
Total des charges	130 916	130 300	616	0 %
Résultat net et résultat global	5 980	5 066	914	18 %
Dépenses d'investissement	2 499 \$	2 531 \$	-32	-1 %



5.8 CHARGES LIÉES AUX MARCHÉS, PAR RÉGION

Les charges liées aux marchés exécutés par la Société dans le cadre du programme du MDN pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2023 ont augmenté de 122 millions de dollars, soit 17 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à une mise en œuvre plus rapide du programme du MDN par rapport au cumul de l'exercice précédent. On s'attend à ce que le programme du MDN pour 2023-2024 donne des résultats semblables à ceux de 2022-2023.

(en milliers de dollars) Région	Période de neuf mois close le 31 décembre		Variation	
	2023	2022	\$	%
Ontario	176 960 \$	144 959 \$	32 001	22 %
Capitale nationale	171 318	127 886	43 432	34 %
Québec	162 491	122 728	39 763	32 %
Ouest	116 965	106 732	10 233	10 %
Pacifique	107 314	105 662	1 652	2 %
Atlantique	105 823	111 018	(5 195)	-5 %
Total des charges liées aux marchés	840 871 \$	718 985 \$	121 886	17 %

6.0 PERSPECTIVES DE CDC

6.1 SUIVI DE LA GUERRE EN UKRAINE

Le 24 février 2022, les troupes russes ont envahi l'Ukraine. Le conflit militaire en cours continue de causer d'importantes pertes, des déplacements de population, des dommages aux infrastructures et des perturbations de l'activité économique en Ukraine. En réaction, de nombreux pays, dont le Canada, ont imposé des sanctions économiques à la Russie.

Bien que la Société soit incapable de déterminer ou de prédire la durée et les répercussions de la guerre en Ukraine, elle continue de suivre la situation et reste prête à fournir tout le soutien supplémentaire requis par le MDN. Si les prix des biens et services qu'elle achète ont subi des hausses minimales, la Société continue néanmoins de surveiller de près les effets généraux de la guerre, y compris les pressions inflationnistes croissantes et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, sur ses activités. La poussée inflationniste amorcée au premier semestre de 2022 a accru l'incertitude autour de nos hypothèses d'inflation liées aux augmentations de salaire futures et des taux de facturation de nos clients-partenaires, de même qu'en ce qui concerne la planification à long terme relative au régime d'avantages du personnel. Toutefois, CDC n'a pas modifié ses hypothèses de 2022-2023, puisque sa vision à long terme de l'inflation n'a pas changé.

6.2 ÉLARGISSEMENT DE L'OPÉRATION REASSURANCE

Le 10 juillet 2023, le premier ministre Justin Trudeau a annoncé que le Canada s'engageait à consacrer 2,6 milliards de dollars au renouvellement et à l'élargissement de l'opération REASSURANCE. Cette opération représente la contribution du Canada à la présence avancée renforcée de l'OTAN en Lettonie, où le Canada agit à titre de pays-cadre à la tête d'un groupement tactique multinational. CDC appuie le MDN et les FAC en Lettonie et fait équipe avec son client-partenaire pour comprendre les nouveaux besoins en services.





**ÉTATS
FINANCIERS
INTERMÉDIAIRES
RÉSUMÉS NON
AUDITÉS**

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés. À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.

Original signé par

Derrick Cheung
Président et premier dirigeant

Marie-Josée Lacombe, CPA
*Vice-présidente, Finances et
Ressources humaines,
et chef des Finances*

Ottawa, Canada
Le 26 février 2024



ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars)	Notes	Au	
		31 décembre 2023	31 mars 2023
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		27 917 \$	16 563 \$
Placements	6, 14	7 692	7 057
Produits à recevoir	9	3 386	—
Créances clients	14	30 532	31 961
Charges payées d'avance et autres actifs		1 551	1 366
Autres créances		2 167	1 607
Actifs courants		73 245	58 554
Placements	6, 14	32 085	32 316
Immobilisations corporelles	7	2 489	1 925
Immobilisations incorporelles		156	27
Actifs liés au droit d'utilisation	13	6 701	6 196
Actifs non courants		41 431	40 464
Total de l'actif		114 676 \$	99 018 \$
Passifs			
Fournisseurs et dettes diverses	14	19 541 \$	17 097 \$
Produits comptabilisés d'avance	9	5 587	1 299
Avantages du personnel	8	2 478	2 403
Obligations locatives	13	647	1 310
Passifs courants		28 253	22 109
Avantages du personnel	8	33 949	31 519
Obligations locatives	13	6 391	5 287
Passifs non courants		40 340	36 806
Total du passif		68 593	58 915
Capitaux propres			
Capital-actions : Autorisé – (1 000 actions ordinaires sans valeur nominale) – émis (32 actions ordinaires)		—	—
Résultats non distribués		46 083	40 103
Total des capitaux propres		46 083	40 103
Total du passif et des capitaux propres		114 676 \$	99 018 \$

Engagements : Voir la note 13. Passifs éventuels : Voir la note 15.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.



ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestre clos le 31 décembre		Période de neuf mois close le 31 décembre	
		2023	2022	2023	2022
Produits tirés des services facturés	9	43 013 \$	38 442 \$	131 951 \$	115 931 \$
Frais de déplacement et décaissements recouverts		1 008	719	3 014	2 264
Produits financiers		713	524	1 931	1 147
Produits totaux		44 734	39 685	136 896	119 342
Salaires et avantages du personnel		38 504	35 614	116 228	105 914
Charges opérationnelles et frais d'administration	10	3 468	3 419	10 192	8 695
Frais de déplacement et décaissements		1 008	719	3 014	2 264
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	13	320	331	931	992
Amortissement des immobilisations corporelles	7	136	106	354	319
Amortissement des immobilisations incorporelles		7	6	16	17
Charges financières	13	65	48	181	149
Total des charges		43 508	40 243	130 916	118 350
Résultat net et résultat global		1 226 \$	(558) \$	5 980 \$	992 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 31 décembre		Période de neuf mois close le 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Capital-actions	— \$	— \$	— \$	— \$
Résultats non distribués				
Solde à l'ouverture de la période	44 857	31 510	40 103	29 960
Résultat net et résultat global	1 226	(558)	5 980	992
Solde à la clôture de la période	46 083 \$	30 952 \$	46 083 \$	30 952 \$
Capitaux propres	46 083 \$	30 952 \$	46 083 \$	30 952 \$



TABLEAU INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

	Notes	Trimestre clos le 31 décembre		Période de neuf mois close le 31 décembre	
		2023	2022	2023	2022
<i>(en milliers de dollars)</i>					
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement					
Résultat net		1 226 \$	(558) \$	5 980 \$	992 \$
Ajustements de rapprochement du résultat net aux flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement					
Charge au titre des avantages du personnel	8	999	785	2 996	2 354
Avantages du personnel versés	8	(130)	(116)	(491)	(500)
Amortissement des immobilisations corporelles	7	136	106	354	319
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	13	320	331	931	992
Amortissement des immobilisations incorporelles		7	6	16	17
Accroissement des primes d'investissement		(55)	—	(152)	—
Amortissement des primes d'investissement		12	12	42	37
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel					
Créances clients		4 641	(9 197)	1 429	(12 013)
Autres créances		(281)	(317)	(560)	(135)
Charges payées d'avance et autres actifs		177	431	(185)	(223)
Produits à recevoir		(397)	(180)	(3 386)	(1 261)
Fournisseurs et dettes diverses		(171)	3 470	2 536	6 095
Produits comptabilisés d'avance		1 440	104	4 288	5 215
Flux de trésorerie nets liés aux activités de fonctionnement		7 924	(5 123)	13 798	1 889
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisition de placements		—	—	(2 400)	(1 200)
Rachat et cession de placements		—	—	2 106	1 020
Acquisition d'immobilisations corporelles	7	(43)	(82)	(1 010)	(144)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(145)	—	(145)	(12)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(188)	(82)	(1 449)	(336)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Remboursement d'obligations locatives	13	(339)	(321)	(995)	(953)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(339)	(321)	(995)	(953)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période		7 397	(5 526)	11 354	600
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		20 520	43 044	16 563	36 918
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		27 917 \$	37 518 \$	27 917 \$	37 518 \$

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie : Voir la note 11.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.



AVIS AUX LECTEURS

Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen de la part d'un auditeur externe et doivent être lus en parallèle avec les états financiers les plus récents pour l'exercice clos le 31 mars 2023 ainsi qu'avec le rapport de gestion figurant dans le présent rapport financier intermédiaire.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS ET DES OBJECTIFS

Construction de Défense (1951) Limitée (la « Société ») a été constituée en 1951 en vertu de la *Loi sur les compagnies* en conformité avec les pouvoirs conférés par la *Loi sur la production de défense* et poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société a son siège au 350, rue Albert, Ottawa (Ontario), Canada. Il s'agit d'une société d'État mandataire nommée à la partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. En 1980, dans le cadre du Programme de coordination de l'image de marque, la Société a reçu le titre d'usage « Construction de Défense Canada ». Depuis 1996, la Société relève du ministre des Services publics et de l'Approvisionnement.

Elle a pour mandat de fournir des services professionnels ainsi que des services d'approvisionnement, de construction, d'exploitation et d'entretien en appui à la défense du Canada. Ses services s'adressent surtout au ministère de la Défense nationale (MDN). La Société fournit également des services à l'Agence de logement des Forces canadiennes, au Centre de la sécurité des télécommunications, à Services partagés Canada et à Services publics et Approvisionnement Canada. Les produits de son exploitation sont tirés de la facturation d'honoraires et de frais en échange des services fournis.

2. MODE DE PRÉPARATION ET DE PRÉSENTATION

La Société a préparé les présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* publiée par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Comme l'autorise IAS 34, ces états financiers intermédiaires sont résumés et ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers annuels. Ils doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2023 et le Rapport de gestion du présent trimestre.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) en vigueur au moment de leur préparation. Ils ont été établis au coût historique, sous réserve des exceptions autorisées par les IFRS et sauf indication contraire dans les présentes notes.



3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers intermédiaires résumés suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles décrites dans les notes des états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2023. Sauf indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes visées.

4. ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Selon les méthodes comptables de la Société, la direction est appelée à poser des jugements et à formuler des estimations et des hypothèses concernant la valeur comptable des actifs et des passifs qu'elle ne peut facilement déterminer à partir d'autres sources. Les estimations et les hypothèses s'y rattachant sont fondées sur les antécédents ainsi que sur d'autres facteurs considérés comme pertinents dans les circonstances. Les résultats réels pourraient différer à terme des jugements, des estimations et des hypothèses ici retenus.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalles réguliers. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période où ces révisions sont apportées si ces révisions ont une incidence sur cette période uniquement, ou au cours de la période de révision et des périodes ultérieures si les révisions se répercutent sur les périodes courantes et subséquentes. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relatives aux estimations figurent dans les notes des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2023.

5. NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS

5.1 MODIFICATIONS COMPTABLES ACTUELLES

La Société surveille activement les normes nouvelles et modifiées de l'International Accounting Standards Board (IASB). L'IASB n'a pas publié de telles normes qui auraient une incidence sur les états financiers intermédiaires résumés de la Société.

5.2 MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

L'IASB n'a pas publié de normes nouvelles ou modifiées qui pourraient toucher la Société à l'avenir autres que celles qui sont mentionnées dans la note 3 des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2023.

6. PLACEMENTS

Les placements se composent d'obligations du Canada et des Provinces, portant intérêt à des taux effectifs allant de 1,2 % à 4,6 % (taux d'intérêt nominaux allant de 1,8 % à 4,6 %), ainsi que de certificats de placement garanti (CPG) à taux d'intérêt fixes de 0,9 % à 5,1 % (taux d'intérêt nominaux allant de 0,9 % à 5,1 %).



Les échéances des obligations s'échelonnent de septembre 2024 à avril 2028 et celles des CPG de février 2024 à août 2028; la Société compte détenir ces placements jusqu'à leur échéance. Les valeurs comptables, évaluées au coût amorti et à la juste valeur des placements, sont présentées dans le tableau ci-après.

	Au		31 mars 2023	
	31 décembre 2023			
Partie courante	7 692	\$	7 057	\$
Partie non courante	32 085		32 316	
Investissements totaux	39 777	\$	39 373	\$

Valeur comptable au coût amorti	Au		31 mars 2023	
	31 décembre 2023			
Obligations des Provinces	9 660	\$	9 336	\$
Obligations fédérales (note 14)	1 001		1 001	
Certificats de placement garanti	29 116		29 036	
	39 777	\$	39 373	\$

La juste valeur de ces placements peut être établie à partir : a) des cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1); b) de données d'entrée autres que des cours relevant du niveau 1 qui sont observables directement (c.-à-d. des prix) ou indirectement (c.-à-d. des données dérivées de prix) concernant l'actif ou le passif (niveau 2); c) de données d'entrée sur l'actif ou le passif ne reposant pas sur des données de marché observables (données d'entrée non observables) (niveau 3). Comme la juste valeur des placements n'est pas établie à partir de données cotées sur un marché actif, mais est plutôt déterminée à partir de cours sur un marché hors cote décentralisé, ce qui relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La partie courante des placements est constituée d'instruments échéant à moins d'un an.

Juste valeur	Au		31 mars 2023	
	31 décembre 2023			
Obligations des Provinces	9 504	\$	9 155	\$
Obligations fédérales (note 14)	975		970	
Certificats de placement garanti	29 886		29 183	
	40 365	\$	39 308	\$

Au 31 décembre 2023					
	Taux d'intérêt effectif	Taux d'intérêt nominal	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Total
<i>Obligations</i>					
Obligations fédérales (note 14)	1,7 %	1,8 %	1 001 \$	— \$	1 001 \$
Obligations des Provinces	1,2 % - 4,6 %	2,3 % - 4,6 %	1 456	8 204	9 660
Certificats de placement garanti	0,9 % - 5,1 %	0,9 % - 5,1 %	5 236	23 880	29 116
			7 693 \$	32 084 \$	39 777 \$



7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les variations liées aux immobilisations corporelles sont présentées dans le tableau suivant.

Coût	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Solde au 31 mars 2023	649 \$	1 421 \$	1 893 \$	3 963 \$
Acquisitions	—	36	882	918
Solde au 31 décembre 2023	649 \$	1 457 \$	2 775 \$	4 881 \$

Cumul des amortissements

Solde au 31 mars 2023	567 \$	951 \$	520 \$	2 038 \$
Amortissements	52	116	186	354
Solde au 31 décembre 2023	619 \$	1 067 \$	706 \$	2 392 \$

Valeur comptable nette par catégorie d'actifs

Valeur comptable nette au 31 mars 2023	82 \$	470 \$	1 373 \$	1 925 \$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2023	30 \$	390 \$	2 069 \$	2 489 \$

Aucune perte de valeur n'a été observée au titre des immobilisations corporelles.

8. AVANTAGES DU PERSONNEL

8.1 AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL À LONG TERME

Les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme représentent l'obligation de la Société relative au coût estimatif des congés de maladie de ses employés, des indemnités versées à certains employés à leur départ à la retraite ainsi que des prestations d'assurance maladie, de soins dentaires et d'assurance-vie du personnel retraité. Ce régime d'avantages sociaux n'est pas capitalisé et ne comporte pas d'actif, ce qui entraîne un déficit du régime qui équivaut à l'obligation au titre des prestations constituées.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont présentées dans le *Rapport annuel 2022-2023*. La dernière évaluation actuarielle de la charge au titre des avantages du personnel remonte au 31 mars 2023. La prochaine évaluation actuarielle est prévue pour mars 2026 ou plus tôt au besoin.

	Au	
	31 décembre 2023	31 mars 2023
Partie courante	2 478 \$	2 403 \$
Partie non courante	33 949	31 519
Total des avantages du personnel	36 427 \$	33 922 \$



Suivent les variations de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies de l'exercice :

Solde au 31 mars 2023	33 922	\$
Coût des services rendus au cours de la période	1 679	
Intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation	1 317	
Primes au titre des avantages du personnel	(491)	
Solde au 31 décembre 2023	36 427	\$

Les montants comptabilisés dans l'état du résultat et du résultat global intermédiaire résumé de la période à l'égard de ce régime d'avantages sont les suivants :

	Trimestre clos le 31 décembre		Période de neuf mois close le 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Coût des services rendus au cours de la période	560	437	1 679	1 310
Intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation	439	348	1 317	1 044
Charge au titre des avantages du personnel	999	785	2 996	2 354

9. COMPTABILISATION DES PRODUITS

9.1 MÉTHODE COMPTABLE

Il y a comptabilisation de produits à recevoir lorsque, à la date de clôture, la somme facturée pour les services rendus est supérieure aux droits demandés en application de contrats de services à forfait.



9.2 INFORMATION SECTORIELLE ET VENTILÉE SUR LES PRODUITS

Pour l'analyse des résultats de la Société, la direction considère les produits (horaires ou forfaitaires) par région, par secteur d'activité et par type de marché. Les tableaux ci-après ventilent l'information sur les produits par source principale et par région :

Trimestre clos le 31 décembre 2023							
Secteur d'activité							
Région	Gestion des marchés	Gestion des projets et des programmes	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Passation de marchés	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	2 696 \$	1 047 \$	454 \$	465 \$	449 \$	789 \$	5 900 \$
Québec	3 097	1 491	692	483	501	521	6 785
Capitale nationale	2 233	4 439	1 578	167	172	440	9 029
Ontario	3 648	1 297	873	623	1 369	703	8 513
Ouest	3 475	1 344	551	712	380	272	6 734
Pacifique	2 375	1 293	338	327	206	364	4 903
Siège social	71	20	138	561	359	—	1 149
Total des produits, par secteur d'activité	17 595 \$	10 931 \$	4 624 \$	3 338 \$	3 436 \$	3 089 \$	43 013 \$

Trimestre clos le 31 décembre 2022							
Secteur d'activité							
Région	Gestion des marchés	Gestion des projets et des programmes	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Passation de marchés	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	2 439 \$	1 144 \$	581 \$	471 \$	569 \$	893 \$	6 097 \$
Québec	2 804	1 418	615	383	370	452	6 042
Capitale nationale	1 729	3 504	1 520	137	118	427	7 435
Ontario	3 336	1 143	794	556	1 099	578	7 506
Ouest	3 028	1 361	500	735	206	233	6 063
Pacifique	2 273	1 161	239	260	173	198	4 304
Siège social	73	14	55	471	381	1	995
Total des produits, par secteur d'activité	15 682 \$	9 745 \$	4 304 \$	3 013 \$	2 916 \$	2 782 \$	38 442 \$



Période de neuf mois close le 31 décembre 2023

Secteur d'activité

Région	Gestion des marchés	Gestion des projets et des programmes	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Passation de marchés	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	8 113 \$	3 305 \$	1 473 \$	1 538 \$	1 464 \$	2 609 \$	18 502 \$
Québec	9 274	4 260	1 952	1 395	1 380	1 600	19 861
Capitale nationale	6 987	13 068	5 206	468	514	1 327	27 570
Ontario	11 966	4 206	2 817	1 939	3 632	2 250	26 810
Ouest	10 608	4 399	1 627	2 292	966	841	20 733
Pacifique	7 661	3 653	957	1 023	605	1 110	15 009
Siège social	204	93	411	1 600	1 158	—	3 466
Total des produits, par secteur d'activité	54 813 \$	32 984 \$	14 443 \$	10 255 \$	9 719 \$	9 737 \$	131 951 \$

Période de neuf mois close le 31 décembre 2022

Secteur d'activité

Région	Gestion des marchés	Gestion des projets et des programmes	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Passation de marchés	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	7 743 \$	3 291 \$	1 827 \$	1 463 \$	1 136 \$	2 544 \$	18 004 \$
Québec	8 299	3 783	1 623	1 205	1 028	1 345	17 283
Capitale nationale	5 312	10 535	4 948	428	271	1 481	22 975
Ontario	10 471	3 667	2 595	1 710	3 240	1 860	23 543
Ouest	9 411	4 120	1 263	2 317	684	768	18 563
Pacifique	6 893	3 229	681	754	477	553	12 587
Siège social	244	32	160	1 411	1 128	1	2 976
Total des produits, par secteur d'activité	48 373 \$	28 657 \$	13 097 \$	9 288 \$	7 964 \$	8 552 \$	115 931 \$

Les tableaux ci-après ventilent l'information sur les produits par région et par type de marché.

Produits horaires Région	Trimestre clos le 31 décembre		Période de neuf mois close le 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Atlantique	1 364 \$	1 407 \$	4 158 \$	4 097 \$
Québec	2 331	1 955	6 466	5 311
Capitale nationale	7 668	6 191	23 462	19 547
Ontario	2 206	2 010	6 568	6 331
Ouest	1 359	1 279	3 954	3 761
Pacifique	1 214	1 320	3 716	4 181
Siège social	710	628	2 181	1 893
Total des produits horaires	16 852 \$	14 790 \$	50 505 \$	45 121 \$



Produits forfaitaires Région	Trimestre clos le 31 décembre		Période de neuf mois close le 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Atlantique	4 536 \$	4 690 \$	14 344 \$	13 907 \$
Québec	4 454	4 087	13 395	11 972
Capitale nationale	1 361	1 244	4 108	3 428
Ontario	6 307	5 496	20 242	17 212
Ouest	5 375	4 784	16 779	14 802
Pacifique	3 689	2 984	11 293	8 406
Siège social	439	367	1 285	1 083
Total des produits forfaitaires	26 161 \$	23 652 \$	81 446 \$	70 810 \$
Produits totaux	43 013 \$	38 442 \$	131 951 \$	115 931 \$

Au 31 décembre 2023, des produits comptabilisés d'avance totalisant 5 587 \$ (1 299 \$ au 31 mars 2023) se rapportaient à des obligations de prestation n'ayant pas encore été satisfaites. La direction s'attend à ce que le solde soit comptabilisé en produits d'ici le 31 mars 2024. Les variations des produits différés pour la période de neuf mois sont présentées dans le tableau suivant :

	31 décembre 2023	31 mars 2023
Solde à l'ouverture de la période	1 299 \$	1 285 \$
Comptabilisation des produits comptabilisés d'avance	(322)	(473)
Montants facturés et produits comptabilisés d'avance	4 610	487
Solde à la clôture de la période	5 587 \$	1 299 \$



10. CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration pour l'exercice sont présentés dans le tableau suivant :

	Trimestre clos le 31 décembre		Période de neuf mois close le 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Formation et perfectionnement des employés	525 \$	330 \$	1 199 \$	620 \$
Services infonuagiques	478	511	1 600	1 411
Entretien de logiciels	456	418	1 375	1 242
Coûts d'exploitation d'installations louées	291	260	805	688
Services professionnels	284	199	1 108	906
Déplacement	263	193	633	416
Location de matériel	261	139	733	688
Services, fournitures et matériel de bureau	206	185	514	490
Téléphonie et communications de données	176	166	511	565
Services et communications clients	133	92	350	320
Accueil	96	56	200	101
Mobilier et équipement	80	115	331	140
Recrutement	59	96	276	161
Réinstallation de personnel	57	60	166	174
Matériel informatique	51	556	138	581
Abonnements et adhésions	27	22	85	68
Poste et transport de marchandises	10	8	27	21
Logiciels	7	3	110	74
Autres	7	9	30	17
Améliorations locatives	1	1	1	12
Total des charges opérationnelles et frais d'administration	3 468 \$	3 419 \$	10 192 \$	8 695 \$

11. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

	Trimestre clos le 31 décembre		Période de neuf mois close le 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Produit d'intérêts sur les dépôts bancaires	375 \$	404 \$	967 \$	826 \$
Produit d'intérêts sur les placements	331 \$	121 \$	951 \$	321 \$
Charges d'intérêts sur les obligations locatives	65 \$	48 \$	181 \$	149 \$
Acquisition d'immobilisations corporelles non payée	(69) \$	12 \$	— \$	12 \$



12. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES CONNEXES

12.1 RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de cet instrument financier. La valeur comptable des actifs financiers exposés au risque de crédit était de 100 400 \$ au 31 décembre 2023 (89 517 \$ au 31 mars 2023) et représentait l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

Comme la Société n'a pas recours à des dérivés de crédit ni à des instruments similaires pour atténuer ce risque, le risque maximal équivaut à la pleine valeur comptable ou nominale de l'actif financier. La Société cherche à atténuer le plus possible le risque de crédit lié à la trésorerie en ne déposant ses fonds qu'auprès d'établissements financiers de bonne réputation et de grande qualité.

La Société n'est pas vraiment exposée au risque de crédit lié à ses créances clients, étant donné qu'elles sont toutes exigibles de ministères du gouvernement du Canada. Elle est exposée à un risque de concentration des créances clients avec le MDN, tel que décrit à la note 14. Compte tenu des taux de défaut de paiement observés dans le passé et de l'analyse chronologique des créances, la Société croit qu'il n'y a pas lieu de calculer les pertes de crédit attendues.

Les autres actifs sont formés des soldes d'avances sur frais de déplacement consentis à des membres du personnel et de prêts aux employés pour l'achat d'ordinateurs. Les charges payées d'avance ne sont pas incorporées aux autres actifs.

Le tableau suivant indique la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN) des actifs financiers assujettis au risque de crédit.

Au 31 décembre 2023				
	Juste valeur par le biais du résultat net		Coût amorti	Valeur comptable totale
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 917	\$	—	\$
Placements	—		39 777	39 777
Créances clients	—		30 532	30 532
Autres créances	—		2 167	2 167
Autres actifs	—		7	7
Total des actifs financiers	27 917	\$	72 483	\$

Au 31 mars 2023				
	Juste valeur par le biais du résultat net		Coût amorti	Valeur comptable totale
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16 563	\$	—	\$
Placements	—		39 373	39 373
Créances clients	—		31 961	31 961
Autres créances	—		1 607	1 607
Autres actifs	—		13	13
Total des actifs financiers	16 563	\$	72 954	\$



12.2 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à s'acquitter de ses obligations financières. La valeur comptable des passifs financiers au titre des fournisseurs et dettes diverses se chiffrait à 10 587 \$ au 31 décembre 2023 (8 506 \$ au 31 mars 2023) et représentait l'exposition maximale de la Société. La Société gère son risque de liquidité en contrôlant et gérant ses flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ainsi qu'aux activités d'investissement prévues. Le risque de liquidité est faible, étant donné que la Société n'a aucun instrument de créance et qu'elle tire ses flux de trésorerie des services qu'elle fournit au gouvernement du Canada. Tous les fournisseurs et dettes diverses arrivent à échéance en moins de 6 mois. Les fournisseurs et dettes diverses comprennent les soldes dus aux fournisseurs. Les taxes à la consommation à payer et les congés et heures supplémentaires à payer ne sont pas compris dans les fournisseurs et dettes diverses. De plus, au 31 décembre 2023, les actifs financiers de la Société ont dépassé ses passifs financiers de 89 813 \$ (81 011 \$ le 31 mars 2023).

Le tableau suivant indique l'échéancier des passifs financiers contractuels, y compris les charges d'intérêts estimés :

	Au 31 décembre 2023		
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Échéance à six mois ou moins
Fournisseurs et dettes diverses	10 587 \$	10 587 \$	10 587 \$
Passifs financiers	10 587 \$	10 587 \$	10 587 \$

	Au 31 mars 2023		
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Échéance à six mois ou moins
Fournisseurs et dettes diverses	8 506 \$	8 506 \$	8 506 \$
Passifs financiers	8 506 \$	8 506 \$	8 506 \$

12.3 RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. De par leur nature et leurs caractéristiques sous-jacentes, les actifs et passifs financiers de la Société ne sont pas exposés aux fluctuations du risque de change ou de l'autre risque de prix.

La Société s'expose aux fluctuations des taux d'intérêt sur ses placements. Au 31 décembre 2023, tous les placements (39 777 \$) étaient constitués d'instruments à taux fixe (39 373 \$ au 31 mars 2023). Des fluctuations des taux d'intérêt pourraient se répercuter sur la juste valeur de ces instruments. La direction compte néanmoins les détenir jusqu'à leur échéance. La Société a établi que le risque de marché à cet égard était négligeable.



13. CONTRATS DE LOCATION

13.1 ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION

Les actifs au titre de droits d'utilisation de la Société comprennent des locaux à bureaux et des installations pour le matériel informatique (entrepôt de données). La Société a tenu compte des options de prolongation dans les évaluations de ses obligations locatives lorsqu'il était raisonnablement certain qu'elle allait les exercer.

Les variations des actifs au titre de droits d'utilisation sont présentées dans le tableau suivant :

	Location de locaux à bureaux		Location d'entrepôts de données		Total	
Solde au 31 mars 2023	6 033	\$	163	\$	6 196	\$
Acquisitions	1 017		—		1 017	
Modifications	205		214		419	
Amortissements	(839)		(92)		(931)	
Solde au 31 décembre 2023	6 416	\$	71	\$	6 701	\$

13.2 OBLIGATIONS LOCATIVES

	Au			
	31 décembre 2023	31 mars 2023		
Partie courante	647	\$	1 310	\$
Partie non courante	6 391		5 287	
Total des obligations locatives	7 038	\$	6 597	\$

Solde au 31 mars 2023	6 597	\$
Acquisitions	1 017	
Modifications	419	
Paievements	(1 176)	
Charges d'intérêts	181	
Solde au 31 décembre 2023	7 038	\$

Le tableau ci-après présente les flux de trésorerie contractuels non actualisés liés aux obligations locatives au 31 décembre 2023.

Un an ou moins	888	\$
De un à deux ans	718	\$
De deux à cinq ans	2 098	\$
Plus de cinq ans	4 562	\$
Total	8 266	\$



Le tableau suivant indique la répartition des paiements de location pour la période close le 31 décembre 2023. Les paiements de location variables comprennent les montants pour les coûts d'exploitation, les taxes foncières et l'assurance. Il n'y a pas eu de charges relatives aux contrats de location à court terme, et les charges relatives aux contrats de location d'actifs de faible valeur ont été négligeables.

	Trimestre clos le 31 décembre		Période de neuf mois close le 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Paievements de location variables	291 \$	260 \$	805 \$	688 \$
Sorties de trésorerie totales pour les contrats de location	695 \$	629 \$	1 981 \$	1 790 \$
Remboursement du principal des obligations locatives	339 \$	321 \$	995 \$	953 \$

14. TRANSACTIONS ET SOLDES AVEC DES PARTIES LIÉES

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada selon le principe de la propriété commune. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur, c'est-à-dire au montant réel de la contrepartie donnée ou reçue pour les services fournis. Les produits que la Société a tirés de ses services facturés au cours du troisième trimestre se chiffrent à 43 013 \$ comparativement à 38 442 \$ au cours de la même période en 2022-2023; ces produits proviennent des services fournis à des entités appartenant au gouvernement du Canada. Pour l'exercice à ce jour, ces produits totalisent 131 951 \$, contre 115 931 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les créances et les dettes des parties liées qui sont incluses dans les créances clients et les fournisseurs et dettes diverses, respectivement, figurent dans le tableau suivant :

	Au	
	31 décembre 2023	31 mars 2023
Créances :		
Ministère de la Défense nationale (MDN)	28 113 \$	30 007 \$
Agence de logement des Forces canadiennes	2 119	1 749
Centre de la sécurité des télécommunications	275	150
Services partagés Canada	25	55
	30 532 \$	31 961 \$
Dettes :		
Services partagés Canada	25	4
Ministère de la Justice du Canada	59	153
	84 \$	157 \$



La Société a engagé des charges à l'égard d'autres ministères du gouvernement du Canada. Ces transactions ont totalisé 130 \$ pour le troisième trimestre, contre 310 \$ pour la période correspondante de 2022-2023. Les transactions ont totalisé 611 \$ pour le cumul depuis le début de l'exercice, contre 731 \$ pour la période correspondante de 2022-2023. Parmi ces charges, la Société a recouvré 111 \$ des clients-partenaires au troisième trimestre et 563 \$ pour le cumul depuis le début de l'exercice.

Conformément au protocole d'entente conclu entre le MDN et la Société, le MDN doit fournir sans frais des locaux à bureaux au personnel de la Société assurant la prestation de services dans les bases et au sein des escadres du MDN et à d'autres emplacements. Lorsque de tels locaux ne sont pas fournis ou que le personnel de la Société assurant la prestation des services ne peut occuper des installations du MDN, la Société recouvre ses frais de logement sous forme de décaissements remboursables ou à même le tarif horaire fixé pour les services fournis.

Le 2 mars 2022, la Société a racheté une obligation de 1 002 \$ émise par la Société canadienne d'hypothèques et de logement. La valeur comptable de l'obligation est de 1 001 \$ au 31 décembre 2023. Au 31 mars 2023, la valeur comptable était de 1 001 \$. La Société a réalisé des produits financiers de 5 \$ sur l'obligation au troisième trimestre et de 14 \$ pour l'exercice à ce jour, cohérents avec ceux réalisés au cours de la même période en 2022-2023.

15. PASSIFS ÉVENTUELS

Le nombre et la valeur des actions en justice intentées à l'encontre de la Société aux termes de dispositions contractuelles illustrent bien les efforts qu'elle déploie pour régler les différends contractuels. Au 31 décembre 2023, 13 réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 10 945 \$. Celles-ci étaient liées à des marchés que CDC avait lancés pour le compte de ses clients-partenaires. Au 31 mars 2023, 12 réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 14 557 \$.

Conformément au protocole d'entente passé avec la Société, le MDN assume les risques juridiques et financiers associés aux réclamations découlant de marchés qu'elle a passés avec des tiers. Aussi n'encourt-elle aucun risque financier associé au règlement de ces réclamations contractuelles et n'a-t-elle donc pas jugé opportun de constituer une provision pour litiges dans ses états financiers.

De plus, au 31 décembre 2023, une réclamation fondée en droit, non liée au MDN, et pour laquelle la sortie de ressources nécessaires pour régler l'obligation ne pouvait être estimée ou n'est pas probable pour le moment, était en cours. Aucun montant n'avait été comptabilisé relativement à cette réclamation au 31 décembre 2023.

